



Communiqué

Paris le 6 juillet 2023

Tractage pacifique : la Direction du Palais de la Porte Dorée envoie les flics

Défenseur des droits ...mais pas trop !

Telle pourrait être la devise de la Direction de l'Établissement Public de la Porte Dorée, qui abrite, entre autres, le musée national de l'histoire de l'immigration

Alors que cet établissement Public a eu à plusieurs reprises à sa tête des Défenseurs des droits dont la Directrice générale actuelle qui met pourtant en avant que : « *les institutions publiques en charge de la défense des droits fondamentaux en Europe sont amenées à jouer un rôle unique de protection des personnes contre les discriminations, un rôle d'information et de promotion sur les droits mais également un rôle essentiel de vigie, d'alerte, voire de garde-fou, rappelant toujours aux Etats leurs obligations au regard du droit* », s'il y a bien une institution qui semble se départir de ces considérations, c'est bien celle dont elle a la charge.

En effet, tandis que la CGT-CULTURE, et notamment le Syndicat National des Musées et Domaines avait organisé ce jeudi 6 juillet une action de tractage et sensibilisation au public, parfaitement pacifique, de soutien et de solidarité aux guides conférenciers dont la profession est mise à mal dans cet établissement qui externalise à des sociétés privées des missions de médiation jusque-là assurées par des guides conférenciers professionnels, détenteurs de la carte professionnelle (avec niveau d'études garanti par cette carte).

En sus de bloquer elle-même l'accès au public, la direction, alors que la CGT avait demandé à s'entretenir avec elle sur la nature de cette action, a fait appeler les forces de l'ordre sans aucune discussion préalable.

Fort heureusement pour la trentaine de militants présents, les forces de l'ordre ont eu l'intelligence, qui visiblement a fait défaut à la direction, de voir que cette opération de solidarité avec les guides conférenciers malmenés et précarisés dans cet établissement se passait de façon parfaitement calme et pacifique, dans le plus grand respect des lieux, des personnels et bien évidemment du public, qu'il n'a jamais été question d'empêcher d'accéder au site ; le but de l'action étant justement de sensibiliser les visiteurs à la situation de dénigrement de leur profession et de leurs compétences que subissent actuellement les guides conférenciers, et plus particulièrement sur ce site.

Il sera bon de noter que, depuis plusieurs mois le SNMD CGT-CULTURE a mené pléthore d'actions de contestation contre la réforme des retraites, (bien plus conséquentes et spectaculaires qu'un simple tractage sur des marches extérieures) au sein de grand nombre de musées, tels que le Château de Fontainebleau, le musée Picasso, le musée de Cluny, le Louvre, la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, le

musée d'Orsay, le Centre Pompidou, et bien d'autres sites encore, sans qu'aucune direction d'établissement ne joue la carte de la « répression de l'action », en faisant notamment appel aux forces de l'ordre.

Il va de soi que nous, représentants des personnels de la CGT-CULTURE interpellons le Ministère sur sa responsabilité en tant qu'employeur public, dans le cas présent, sur la question de la précarisation des guides conférenciers (entre autres via l'auto-entreprenariat), qui se répand de plus en plus et plus spécifiquement dans cet établissement., et demandons l'application de la Charte Sociale, avec une vigilance particulière sur les clauses sociales dans les marchés établis entre le Ministère de la Culture (via ses EP).et les sociétés. D'autre part nous demandons instamment et fermement la préservation d'une vraie carte professionnelle garante d'une visite de qualité pour le public et de conditions de travail et de rémunération décentes pour celles et ceux qui exercent et non pas d'un « ersatz » de carte qui serait délivrée sous on ne sait quels critères, comme l'envisage semble-t-il le Ministère...

Mais nous interpellons également le Ministère quant à la volonté avérée d'intimidation et d'entrave à l'exercice du droit syndical dont a une fois de plus fait preuve ce jeudi 6 juillet 2023 la direction de l'Etablissement Public de la Porte Dorée, qui hélas sur le sujet n'en est pas à son coup d'essai.

TANT QUE LES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS SERONT BAFOUÉS LA CGT SERA LÀ

LA CGT LE VRAI DÉFENSEUR DES DROITS !!!

